

**Catherine IFFLY**

*Eglise catholique, territoires et mobilisations sociales au Brésil.  
Les facteurs internes et internationaux de la modification  
du rôle socio-politique de l'Eglise à São Paulo  
depuis le début des années quatre-vingt.*

**RESUME DE LA THESE**

L'objectif de cette thèse est double : expliquer pourquoi le rôle socio-politique de l'Eglise catholique a changé au Brésil ; montrer qu'une problématique du territoire s'avère féconde pour rendre compte de ces évolutions.

Outre la politique du Vatican et celle des organisations de coopération européennes, la recherche analyse les facteurs politiques et sociaux. Parmi les éléments qui ont contribué à la modification du rôle de l'Eglise, l'Etat occupe une place prépondérante. La nature du régime politique (régime autoritaire et *abertura*, démocratie) n'est qu'un aspect de cette question. Un élément essentiel mis en évidence par la thèse est le lien étroit existant entre l'évolution des politiques publiques et du rôle socio-économique de l'Etat, et le changement du rôle de l'Eglise.

La mise à jour des différents groupes en compétition au sein de l'institution catholique, de leur genèse et de la manière dont leurs pratiques construisent le champ religieux permet de distinguer certains éléments de continuité sur lesquels s'appuient les importants changements actuels. La stratégie d'insertion de l'Eglise au sein des mobilisations sociales est concurrencée par une stratégie de mobilisation religieuse identitaire. L'engagement politique demeure, mais il privilégie les formes d'action institutionnelles plus que les mouvements sociaux.

Fondée sur un important travail de terrain, la recherche examine d'abord la stratégie territoriale mise en oeuvre par Mgr Paulo Arns (archevêque de São Paulo de 1970 à 1998) et ses enjeux de pouvoir.

Le projet du cardinal Arns a reposé sur deux éléments : considérant la situation de São Paulo, marquée par l'opposition centre-périphérie, l'archidiocèse a, dans la pastorale, accordé une priorité à la périphérie et procédé à une réallocation des ressources humaines et matérielles, sur un mode non plus centripète mais centrifuge. D'autre part, à partir d'une réflexion sur la multifonctionnalité de l'espace dans les grandes métropoles, Mgr Arns envisageait une nouvelle structure de gouvernement local pour l'Eglise (des diocèses interdépendants) et un nouveau statut juridique de l'évêque. Cette réforme est resituée dans le cadre d'un débat plus large traversant toute l'Eglise catholique concernant l'adaptation de sa structure au monde des villes modernes, qui prend au Brésil une signification originale. Mgr Arns s'inspire pour partie du projet de réorganisation de Paris conçu en 1964 par la commission dirigée par Mgr Etchegaray. L'examen des archives de l'Eglise de France permet de mettre à jour les enjeux d'un tel projet, qui touche à la répartition des pouvoirs dans l'Eglise. Il a échoué dans sa réalisation à Paris mais est réinterprété et mis en oeuvre à São Paulo à partir de 1974.

Cette double réforme, structurelle et pastorale, qui traduit une inversion du système hiérarchique d'organisation de l'espace sur lequel s'appuie l'institution catholique, a permis à l'Eglise de São Paulo de jouer un rôle central dans les mobilisations sociales. La recherche met en relation le projet d'organisation communautaire de l'Eglise de São Paulo et l'évolution dans l'espace urbain des systèmes de mobilisations populaires (électorales, syndicales et sociales). Les transformations de la métropole se sont traduites par un déplacement progressif du foyer des mobilisations vers les quartiers plus excentrés. Sont également analysées les conceptions théologiques qui sous-tendent le projet de l'Eglise, dont la notion de participation est une catégorie centrale.

Dès la fin des années soixante-dix, l'Eglise de São Paulo est soumise à des contraintes importantes de la part du Vatican. Elles s'exercent de manière multiforme et concernent les organismes de l'Eglise, les activités du cardinal, la formation des prêtres (l'un des points essentiels de la réforme engagée), et finalement l'organisation de l'archidiocèse, démembré en 1989, avec la création de nouveaux diocèses dans la périphérie. D'autre part, le rôle des agences de coopération est analysé, à travers une étude de cas consacrée aux organismes allemands Misereor et Adveniat, qui ont apporté un appui financier important à l'archidiocèse de São Paulo et dont la politique s'est infléchie, avec des implications notables pour les entités de l'Eglise.

A partir d'une enquête de terrain réalisée dans la périphérie Est, la recherche examine les modalités d'action politique des catholiques, pour apprécier l'incidence respective de ces facteurs internationaux et des évolutions de l'Etat et de la société brésiliens. On assiste depuis le début des années quatre-vingt à un repli progressif de l'Eglise sur ses problèmes internes. La ligne suivie par le nouvel évêque, nommé par Rome en 1989 à la suite du démembrement, marque un tournant, mais ces changements prennent appui sur des dynamiques sociales qui étaient à l'oeuvre depuis plusieurs années déjà.

Tandis que, dans les années quatre-vingt, les conflits les plus marquants naissent de la coopération/compétition des communistes et des catholiques, dans la décennie suivante les frictions sont internes au champ ecclésial, où les mouvements dits de spiritualité disputent avec succès l'espace institutionnel aux pastorales sociales. Ils servent la stratégie de mobilisation religieuse de l'Eglise, préoccupée par la progression du pentecôtisme protestant. Contrairement à une idée reçue, selon laquelle l'expansion de ces mouvements (et singulièrement du Renouveau charismatique) contribuerait à la dépolitisation de l'Eglise catholique, ceux-ci ont en réalité investi le champ politique. Il ne convient donc pas d'opposer religion émotionnelle et religion politisée, mais il faut distinguer des formes différentes d'engagement politique. En particulier, si le mouvement charismatique est actif dans la politique institutionnelle et élit ses propres conseillers municipaux et députés, il demeure à l'écart des mouvements sociaux.

La périphérie Est est dans les années quatre-vingt le siège d'amples mobilisations pour le logement et d'occupations de terres par les sans-toit. Elles se développent de manière indissociable de la pastorale de la terre et ont conduit à la constitution d'un mouvement important, organisé en coopératives autogérées de construction, qui est actuellement un interlocuteur incontournable pour les pouvoirs publics et un acteur politique. L'étude approfondie consacrée à ce mouvement permet de montrer les interactions existant entre les politiques publiques et la législation adoptée, et l'action de l'Eglise.

Finalement, on s'interroge sur le sens des évolutions de l'archidiocèse de São Paulo au cours de la dernière décennie, en examinant les changements socio-économiques (précarisation, appauvrissement et accroissement des inégalités sociales) et ceux de la structure de la métropole, qui est, avec plus de vingt millions d'habitants, la première ville d'Amérique : elle s'est complexifiée et segmentée, et l'opposition centre-périphérie rend de moins en moins compte de la réalité de l'espace urbain.

La transformation de l'Etat brésilien dans les années quatre-vingt-dix sous l'impulsion des politiques dites néo-libérales a également des conséquences fondamentales pour l'Eglise. Dans le passé, l'action de l'institution catholique rencontrait toujours la puissance publique. Désormais, l'Eglise est conduite à suppléer plus qu'à affronter l'Etat ou le secteur productif, d'une manière parfois très précaire. Alors que les pastorales étaient engagées dans des actions visant une modification des structures sociales (la formation d'un syndicalisme combatif et autonome par rapport à l'Etat, la mise en oeuvre de politiques publiques orientées vers les populations pauvres dans le domaine de la santé, des équipements urbains, etc.), elles ont été amenées à mettre sur pied un secteur coopératif important. En outre, l'Etat ou la municipalité tend à se défausser d'une partie des services publics (centres de formation, hôpitaux, etc.), en sollicitant notamment l'Eglise et les

congrégations religieuses. Le rôle socio-économique de l'institution catholique s'est élargi mais cette situation a suscité aussi de nouvelles formes de dépendance et de clientélisme politique.

La recherche est fondée sur le dépouillement de sources documentaires et sur de nombreux entretiens réalisés au Brésil, en Allemagne et en France. Elle inclut en annexe l'étude des caractéristiques sociales des 216 évêques nommés au Brésil sous le pontificat de Jean-Paul II (statistiques sur leur origine, leur formation et leur trajectoire sociale).